

Beydoun (Ahmad) - Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains.

Meouchy Nadine

Revue française de science politique, Année 1986, Volume 36, Numéro 2

p. 282 - 286

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

rares sont ceux qui subissent avec succès cet examen. Selon ces critères, un système électoral doit être facile à comprendre et simple, créer un rapport raisonnable entre les voix et les mandats, aider à la formation d'une majorité capable de gouverner, offrir une chance sérieuse de provoquer un changement de gouvernement, faciliter la représentation adéquate des différentes tendances politiques, être solidement ancré dans la conscience politique des citoyens.

E. Jesse étudie minutieusement les modifications adoptées et leurs effets sur les résultats électoraux. Il porte un jugement positif sur le durcissement de la clause des 5 % qui a contribué à la concentration des forces politiques sans créer une barrière infranchissable pour les nouveaux partis, comme le prouve le succès des Verts. Le vote par correspondance, introduit en 1956, était nécessaire mais il pose des problèmes techniques en raison de l'augmentation du pourcentage des électeurs qui l'utilise. L'âge électoral a été abaissé à 20 ans en 1970 et à 18 ans en 1975 ; E. Jesse critique la précipitation des partis à céder si rapidement sur cette question par crainte de perdre de futurs électeurs.

La sévère remise en cause des deux voix introduites en 1953 constitue un des aspects les plus novateurs du livre. Ce système voulait faciliter le report de voix sur une personnalité dans une circonscription sans que l'électeur se prononce nécessairement pour le parti de celle-ci. Or, il apparaît clairement que la personnalisation du vote n'est qu'un mythe. La majorité des électeurs ne connaît pas son député ; 10 % seulement des électeurs donnent leur voix à un candidat qui n'appartient pas au parti qu'ils choisissent en seconde voix. Et surtout, les partis ont pris la fâcheuse habitude de multiplier les doubles candidatures si bien qu'un candidat qui est écarté de sa circonscription par les électeurs a de fortes chances d'être élu sur la liste du Land. Une constatation paradoxale s'impose : la composition personnelle du Bundestag est largement indépendante de l'issue des élections. Le système des deux voix a été dénaturé par les partis et les électeurs. Aussi l'auteur propose-t-il un retour au système de la voix unique, comme en 1949 ; il avance même certaines réformes pour remédier aux faiblesses du système et le rendre plus démocratique.

Le livre d'E. Jesse mérite la plus grande attention car il fait bien ressortir que tout débat sur le système électoral est porté par la tension entre l'opportunisme politique des partis et le souci de la légitimité démocratique. Il offre une lecture originale de l'évolution du système politique allemand depuis 1949 et sait intégrer les résultats de la recherche en science politique, la jurisprudence du Tribunal fédéral constitutionnel et les enseignements de la statistique électorale. Il apporte aussi des éclairages très instructifs sur la sociologie électorale, et en particulier sur le vote des jeunes et des femmes. Il constitue désormais une source de référence indispensable pour toute recherche sur le système électoral allemand. Par la vigueur de ses démonstrations et la pertinence de ses réflexions, il atteint tout à fait son objectif qui est d'apporter une contribution originale au renforcement de la démocratie représentative.

Henri MÉNUDIER

Centre d'études et de recherches internationales

BEYDOUN (Ahmad) – *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*. – Beyrouth, Publications de l'Université libanaise, 1984. 23 cm, 610 p.

L'Histoire retiendra le nom d'Ahmad Beydoun. Cet auteur que nous connaissons déjà comme philosophe, sociologue et comme poète arabe, crée un événement intellectuel majeur avec la publication de sa monumentale fresque de l'historiographie libanaise contemporaine (de 1900 à nos jours). Fresque tracée par une plume remarquable, non dépourvue d'humour, où la maîtrise de l'écriture renvoie à la maîtrise de la pensée.

La stature de l'étude, dominée par une réflexion puissante et originale où s'exerce en finesse une grande liberté d'esprit, provient également de ce que l'objet même de la recherche a conduit l'auteur à placer sa problématique au centre des grands débats et des enjeux intellectuels, politiques et humains, non seulement du Liban mais du monde arabe d'une façon générale.

Née de l'interrogation inquiète d'un homme sur l'avenir de son pays dont chaque convulsion terrible semble présager l'agonie redoutée, cette étude affirme d'emblée un double parti-pris – celui du Liban et celui de l'Etat – et plonge au cœur des histoires libanaises pour tenter de percevoir, au miroir de leurs convergences et de leurs divergences, l'être du Liban, son essence, et finalement sa réalité.

En questionnant les récits historiques libanais et en mettant en scène les schémas identitaires concurrents qu'ils véhiculent, Ahmad Beydoun laisse apparaître les lignes de fissure internes de la société libanaise. Le rapport de cette société à l'histoire, conçu en des termes traditionnels, met en évidence la position inégale et ambiguë des différents groupes sociaux (ici des communautés) par rapport à l'Etat, à la fois « objet de désir » unanime et objet de méfiance parce que « hétérogène » à la société.

Le fil d'Ariane de l'ouvrage se déroule en suivant le Liban comme territoire, comme nation, comme société et comme Etat (p. 15) à travers les récits historiques contemporains de quatre périodes ou événements retenus pour leur fonction de référent dans le discours et l'imaginaire des communautés (la prise et la « dévastation du Kisrawan » en 1305 par les Mamelouks, la résistance mardaïte, les *Harakat* de 1840-1860 et l'émirat de Fakhr al-Dîn II Maan).

En effet, dès lors que le Liban était créé, le 1^{er} septembre 1920, fruit d'une volonté conjointe des Maronites et du pouvoir mandataire français, par l'annexion au « Petit-Liban » ottoman de territoires à majorité musulmane, les différentes communautés cherchèrent dans l'histoire la légitimation de leur position par rapport à ce nouveau pouvoir politique, c'est-à-dire par rapport à l'Etat et à l'identité nationale incarnée par lui. En ce qui concerne les historiens musulmans (notamment les Sunnites) de cette époque, il serait plus juste de parler de distance par rapport à l'Etat libanais puisque le modèle d'Etat était encore à leurs yeux l'Etat ottoman. La communauté maronite, dont la création du Liban consacrait l'accession à la domination, s'attachait, grâce aux travaux de son école historiographique (J. Sawda, J. Boulos, N. Dahdah, etc.), à mener un « double combat » visant, d'une part, à faire coïncider autant que possible histoire du Liban et histoire des Maronites et, d'autre part, à démontrer que les Maronites, et eux seuls, avaient continuellement pris en charge la défense du territoire-Liban (pp. 114-117).

L'intégration progressive, marquée par leur désir croissant de l'Etat, des communautés musulmanes dans le Liban – au prix de leur transformation en communautés politiques – se traduit, en suivant la conjoncture et les générations d'historiens, par une évolution des positions des historiens : accentuation du désir chiite de libanité, modération de la volonté sunnite d'« annexer » cette libanité à l'arabité, et, en face, persistance de la volonté maronite de « singularité » brièvement poussée jusqu'au repli communautaire en 1975-1976 (avec Boutros Daw).

C'est pourquoi Ahmad Beydoun consacre les deux premières parties de son ouvrage à analyser les identités libanaises, élaborées selon lui autour de deux thèmes centraux :

– l'image du territoire et son évolution dans l'imaginaire des différentes communautés ; et, corrélativement, la concurrence qu'elles se livrent « pour s'assurer des "droits historiques" sur certaines de ses régions » (p. 15), celles du « noyau »-fondateur, c'est-à-dire du Mont-Liban ; d'où les polémiques entre historiens concernant l'identité confessionnelle des morts du Kisrawan : ainsi, par exemple, un historien chiite de la nouvelle génération comme Makki s'efforce, en apportant une preuve de l'identité chiite de ces morts (grâce à un témoignage d'Ibn Taymiyya publié en 1938 au Caire), de faire effectuer à sa communauté

une percée dans l'histoire du Kisrawan et donc de lui assurer un droit imprescriptible et sacré à la libanité d'aujourd'hui.

– le retour à l'origine, mythique ou mythifiée, pour justifier les choix idéologiques et politiques présents des parties protagonistes du Liban : par exemple, l'origine phénicienne dégagée de l'Islam et antérieure à toutes les confessions dans le discours historique maronite, et, pour l'Islam libanais, le recours à la théorie islamique du pouvoir « dans sa première incarnation historique », et donc à la Dhimma.

Sa longue démonstration relative aux fondements de l'identité conduit l'auteur à mettre en évidence la commune structure des récits historiques chrétiens et musulmans qui, par le privilège sacralisant accordé à l'origine, abordée souvent sous l'angle du « patrimoine », évacuent la durée et donc l'histoire de leurs représentations. Ainsi, par exemple, le repli communautaire maronite survenu au début de la guerre civile justifie chez Boutros Daw de délaisser l'origine phénicienne – assise du Liban multi-confessionnel à direction chrétienne – pour rechercher l'origine dans la résistance victorieuse à l'Autre confessionnel (Byzance, Islam) : « l'instant de l'origine » remarque Ahmad Beydoun « qui condense, dans l'ouvrage de Daw, l'éternité n'est ni celui de Saint Maron, ni même celui du Christ, mais celui des Mardaïtes » (p. 266).

Le génie d'Ahmad Beydoun est en effet d'avoir compris la valeur du temps implicite aux récits historiques libanais contemporains et d'avoir le premier montré en quoi elle se situe aux points de rupture de la conscience collective. Il existe une contradiction essentielle entre la temporalité implicite à la « pensée identitaire » – un temps anhistorique qui est celui des solidarités traditionnelles – et la temporalité implicite à la « modernité imposée par la nouvelle hégémonie culturelle de l'Occident. Cette dernière introduit l'efficacité du temps social que la pensée identitaire tend à nier » (p. 16).

En effet, la temporalité libanaise, selon la formule de l'auteur, c'est-à-dire celle qui apparaît dans le « mode d'affirmation de l'identité », implique une vision de l'histoire qui, reniant la durée, oppose face à face des images constantes (le Libanais et l'Arabo-Musulman) et ne laisse aucune place à l'innovation puisque, précisément, « la mission du temps est de retrouver l'origine » (p. 281).

Cette vision de l'histoire et les concepts politiques qui en découlent (« intégration », « démocratie » dans le discours musulman, « pluralisme culturel » dans le discours chrétien) dissimulent mal sur le terrain un cloisonnement hermétique des identités, une incapacité des deux bords à reconnaître l'Autre.

Affinant encore son analyse, l'auteur estime que le temps libanais est en contraste total avec la conception chrétienne du temps (linéaire, telle que définie par H.Ch. Puech) et, par son aspect « spiroïdal » s'apparente à la temporalité des Arabes ou de l'Islam. En effet, d'après Louis Gardet, qu'il cite, dans la vision musulmane de l'histoire, « la notion d'un progrès constant et nécessaire, tellement en honneur dans l'Occident moderne, s'efface devant un rythme brisé et sans cesse renaissant de triomphes, de déclin, de renouveaux. Et chaque « temps » ne prend sa signification plénière que par un retour immobile sur soi-même où se rejoignent l'instant premier des Origines et l'Heure dernière » (pp. 341-342). Ainsi, constate Ahmad Beydoun, la fidélité têtue à l'immuable origine et le culte d'une histoire « fixée » de tout temps sont autant d'obstacles au désir de faire l'histoire, autrement dit de construire son devenir.

Soumise aux pressions opposées traduisant, d'une part, « le désir de préserver l'intégrité symbolique du groupe » et, d'autre part, « l'impératif de modernité », la société libanaise se voit confrontée à deux interrogations fondamentales et indissociables :

– au regard de l'Etat : l'allégeance des groupes sociaux doit-elle se porter vers l'Etat ou vers les communautés ?

– au regard de la société civile : les rapports sociaux sont-ils caractérisés par la lutte des classes ou par le conflit communautaire ?

C'est à cette problématique que l'auteur consacre sa troisième partie, en s'appuyant sur les récits consacrés à l'émir Fakhr al-Din II, traditionnellement

considéré comme le fondateur de l'Etat libanais, et aux *Harakat* (troubles civils) de 1840 à 1860, pour le moins révélateurs des tendances centrifuges de la société. S'il est indifférent à l'histoire dont on veut doter l'Etat que la formation sociale soit traversée par la lutte des classes, tout conflit inter-communautaire, par contre, remet en cause cet Etat dont « l'instant de la fondation » fut précisément celui de « la pudeur des communautés », comme l'exprime avec finesse Ahmad Beydoun ; cela autorisa ensuite ces communautés, tout en « récupérant » leur droit de partager l'Etat », à voir cet instant originel comme aconfessionnel (pp. 334, 353, 361.).

Les récits contemporains des *Harakat* du XIX^e siècle nous livrent, sous la conduite d'Ahmad Beydoun, « le spectacle d'une société dont les groupes, tout en s'accrochant à leur solidarité communautaire, la récusent comme loi d'organisation et de désorganisation de leur formation sociale historique (et *a fortiori* de la présente) et s'efforcent d'en récupérer les effets négatifs en prétendant leur trouver une forme positive (conforme aux normes de la modernité) que les ingérences de l'étranger auraient pervertie » (p. 16). En effet, les familiers des livres d'histoire du Liban savent que, pour les historiens, les *Harakat* déclenchées comme révolte sociale auraient été détournées en conflit intercommunautaire par les actions ottomanes et anglaises. Ainsi, poursuit l'auteur, « écrasée sous l'impact du modèle projeté et obsédée, dans le même temps, par les soucis relatifs à la défense du groupe traditionnel concurrencé, la pensée identitaire demeure incapable de reconnaître, dans sa positivité historique, le mode d'organisation traditionnel aussi bien que de prendre, à partir de cette reconnaissance, une distance critique véritable vis-à-vis de la société dite moderne. Ecartelée entre deux normes opposées et inégalement adéquates, l'image de la société (celle du passé aussi bien que celle du présent) reste impensée » (p. 16).

C'est pourquoi les principaux récits de *Harakat* laissent et l'auteur et le lecteur dans l'ambivalence : comment caractériser les rapports sociaux lorsque la collectivité est incapable de prendre en charge sa propre histoire (p. 505), habitée qu'elle est par le « fétichisme de l'identité » ? Expression percutante destinée, dans l'esprit de son auteur, à traduire « l'hégémonie » de l'histoire de l'identité au Liban. L'originalité de l'analyse d'Ahmad Beydoun est d'en dévoiler tous les niveaux, y compris les moins apparents, en montrant, d'une part, que les quelques auteurs chrétiens (Jouplain, Yazbik), poussés par le « désir d'Etat » à faire de l'histoire sociale, l'ont fait à partir d'une position communautaire et toujours en faisant le silence sur le conflit intercommunautaire, et en montrant, d'autre part, de quelle façon la logique de l'identité s'exerce chez des historiens en principe non communautaires tels que les auteurs marxistes ou nationalistes comme Kawtharani.

En effet, l'auteur montre comment les historiens marxistes libanais (Hulw, Qazan), à force d'approche « dépouillante » de la société, destinée à mettre à nu un schéma de luttes des classes en tant que contenu essentiel de tout processus historique, finissent par perdre précisément cette réalité historique et par définir une « nature » de classe (et non pas une situation de classe), abstraite et atemporelle : « le clergé est le clergé, la féodalité la féodalité et les paysans sont les paysans » (p. 475). C'est l'identité de classe.

Quant à un auteur tel que Kawtharani, auquel Ahmad Beydoun consacre de longues pages, il développe une vision de l'histoire fort répandue aujourd'hui au Liban et dans le monde arabe, vision dans laquelle Islam et Occident paraissent définir, nous dit l'auteur, la seule alternative de l'identité (p. 499, note 310). En effet, uniquement préoccupé de « noyer » l'histoire (et la singularité) de la Montagne libanaise dans celle de l'Empire ottoman, cet historien musulman se place de fait en dehors du temps historique : depuis l'origine, il existe deux entités antagonistes, l'Islam et l'Occident, « deux entités inégalement immuables puisque la deuxième n'existe véritablement que depuis qu'elle dérange le repos de la première » (p. 490). C'est pourquoi « l'Empire ottoman (l'Etat de l'Islam) occupe dans le discours de Kawtharani une place précise : celle de l'image de soi » (p. 487). A partir de là, cet historien construit son récit sur une contradiction

principale avec l'Occident colonialiste, dont le Liban ne serait qu'un produit, et une contradiction secondaire avec la domination ottomane, ce qui lui permet de minimiser les oppositions arabo-islamiques à cette autorité.

A aucun moment Kawtharani ne juge l'ascension maronite et la création du Liban autrement que d'un point de vue ottoman : « son texte suggère imperturbablement que l'Occident a attiré les maronites, mais jamais, en l'occurrence, que le système ottoman les repoussait vers l'Occident ». Incapable de se distancier par rapport à son objet d'étude, Kawtharani, conclut l'auteur, « se tient à l'intérieur du système ottoman, et il ne le voit pas » (p. 501).

Ainsi, la concurrence des identités libanaises ouvre sur le conflit intercommunautaire. Le tableau dressé par Ahmad Beydoun de la société libanaise, déchirée – dans le plein sens du terme depuis dix ans – entre les appartenances et les solidarités traditionnelles et l'appel de l'Etat moderne, peut permettre, il est vrai, à d'aucuns d'y trouver une raison de pessimisme pour l'avenir.

Pourtant, il nous semble au contraire que rarement une œuvre académique aura été en soi porteuse d'autant de raisons d'espérer : par son égale reconnaissance de toutes les communautés, par sa rigueur, sa clairvoyance, ainsi que par son souci des hommes, elle contient les bases d'« une » histoire du Liban et le cadre théorique d'une véritable coexistence libanaise.

Rassemblées en 1920 pour le meilleur et pour le pire dans une union forcée, sous la pression de données historiques et politiques précises, les communautés libanaises peuvent encore choisir de faire de leur destin commun une union pour le meilleur, au prix de leur reconnaissance mutuelle, en construisant ensemble leur « destin profane » : l'Etat.

Choisir le « parti pris » du Liban et de son « devenir réfléchi » comme le fait Ahmad Beydoun semble moins relever, pour les non-Libanais qui s'y sont perdus depuis longtemps, d'une démonstration rationnelle que de la raison du cœur. Pourtant, primant tous les autres facteurs, c'est du vouloir-vivre en commun des individus (il existe déjà en majorité) et des communautés que dépendra l'avenir de ce pays, petit par sa taille mais grand par la qualité de certains de ses hommes, au nombre desquels Ahmad Beydoun.

Nadine MEOUCHY